

Accès et enjeux liés à la santé et aux discriminations pour les jeunes à Genève

Objectifs du bulletin politique

- Mettre en lumière une thématique qui occupe une place importante dans le quotidien des participant.es et qui a été identifiée par ces dernier.ères comme prioritaire
- Restituer fidèlement les voix, les expériences et les points de vue de participant.es appartenant à des groupes souvent sous-représentés dans les débats publics et politiques
- Reconnaître et valoriser ces contributions en les présentant comme des préoccupations légitimes et pertinentes, destinées à être entendues et considérées par les acteurs institutionnels

Contexte de réalisation du bulletin

Ce bulletin est le résultat d'un atelier-forum organisé le 23 mai 2025 par DemUp en partenariat avec Païdos, une association qui met en place des projets d'intégration pour des enfants et adolescent.es en situation de vulnérabilité et/ou précarité à Genève. Ce forum faisait suite à un atelier de sensibilisation mené avec 9 jeunes âgé.es entre 12 et 15 ans. L'objectif était de leur permettre d'exprimer librement leurs préoccupations ainsi que de formuler des propositions concrètes. Après un échange collectif, deux thématiques principales ont été retenues : la santé - en particulier la santé mentale - et les discriminations. Les discussions et propositions qui suivent sont directement issues de ce travail participatif.

MESSAGES CLÉS

- Les jeunes ont souligné le manque d'information sur les services de santé mentale, la difficulté d'accès à des lieux de consultation discrets, le lien entre troubles psychiques, hygiène et stigmatisation, ainsi que des obstacles financiers et logistiques comme le coût des soins et le temps d'attente aux urgences.
- Les jeunes se sont interrogé.es sur l'efficacité des mesures actuelles encadrant l'accès à l'alcool et aux cigarettes.
- Les participant.es ont exprimé le besoin d'une sensibilisation accrue, d'une éducation scolaire plus ambitieuse et d'un engagement politique clair pour garantir la protection des droits et de la santé de toutes et tous.
- Le racisme, l'homophobie, les préjugés envers les étrangers ainsi que la maltraitance policière ont été identifiés comme des préoccupations majeures. Les jeunes souhaiteraient plus de mesures éducatives, préventives et répressives.

A propos de la santé et des discriminations à Genève

Santé : À Genève, les besoins en santé des jeunes se renforcent depuis plusieurs années, avec une hausse notable des problématiques liées à la santé mentale, qui touchent désormais une part croissante des adolescent.es et des jeunes adultes. Entre 2020 et 2021, les hospitalisations pour troubles mentaux ou comportementaux chez les jeunes de 10 à 24 ans ont augmenté de 27% pour les garçons et de 61% pour les filles. Ces troubles incluent notamment les épisodes dépressifs, les troubles anxieux, les crises de stress ainsi que les troubles liés à la consommation de substances. De plus, une étude menée entre 2021 et 2022 indique que 14,4% des jeunes de 14 à 17 ans ont déclaré avoir eu des idées suicidaires. Parallèlement, un pourcentage élevé de jeunes se sentent seul.es (32%), et les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans présentent des niveaux particulièrement élevés de détresse psychologique, de sentiment d'abattement et d'anxiété. Ces difficultés s'inscrivent dans un environnement où l'accès aux soins reste inégal selon les groupes de population. À Genève, par exemple, les personnes sans statut légal présentent un taux particulièrement élevé de renoncement aux soins pour des raisons économiques ou administratives ; seules 13 à 16% d'entre elles disposant d'une assurance maladie. [4] Ces dynamiques doivent également être comprises dans un contexte national où le secteur de la santé fait face à des enjeux structurels importants, notamment une pénurie anticipée de professionnel.les. Les projections indiquent qu'à l'horizon 2040, la Suisse pourrait manquer d'environ 40 000 infirmier.ères et 5 500 médecins, une situation susceptible d'affecter la capacité du système à répondre aux besoins croissants de la population. [5]

Discriminations : À Genève comme ailleurs, la discrimination constitue un défi structurel qui traverse de nombreux aspects de la vie quotidienne, touchant particulièrement les jeunes dans leurs espaces d'éducation, de socialisation ou de mobilité. Dans les écoles, les jeunes font état de discriminations ou violences ordinaires - moqueries, propos stéréotypés, abus de langage - souvent dirigés vers des personnes dont l'apparence, l'orientation sexuelle, le style vestimentaire ou l'origine diffèrent. Les formes de cyberharcèlement s'ajoutent à ces dynamiques, amplifiant les effets discriminatoires dans un contexte où les réseaux sociaux jouent un rôle central dans la vie des jeunes. [6] Plus largement, les données nationales confirment une montée sensible des discriminations à caractère raciste ou xénophobe, touchant particulièrement les jeunes et les personnes issues de la migration. En 2024, les centres de conseil pour les victimes de racisme en Suisse ont recensé 1 211 cas - soit une hausse d'environ 40% par rapport à l'année précédente. Le secteur de l'éducation reste le lieu le plus souvent concerné, 19% des signalements étant survenu dans un établissement scolaire. [7] Selon une étude du service de lutte contre le racisme SLR, 27% des jeunes de 15 à 24 ans ont fait l'expérience de discrimination en Suisse en 2024. [8]

Méthodologie

La démarche des forums citoyens repose sur une approche qualitative, centrée sur l'écoute des expériences vécues. Les participant.e.s n'ont pas été sélectionné.e.s selon un protocole ou une méthodologie stricte, mais mobilisé.es via des associations locales en contact direct avec les publics concernés. Ce mode de recrutement a favorisé un climat de confiance, essentiel pour recueillir une parole libre. L'objectif n'est pas de produire des données représentatives, mais de mettre en lumière des récits sous-rapportés dans le débat public. Ce type de démarche comporte certaines limites, comme la possible sous-expression de certains points de vue ou la sur-participation de certains profils, mais il permet d'explorer des enjeux concrets. Les témoignages recueillis sont mis en perspective à travers des références à la littérature existante afin de les inscrire dans un cadre de compréhension plus large.

Santé : expériences, préoccupations et propositions

1. Santé mentale

Les participant.es ont rapporté un manque d’information sur les services disponibles et souhaitaient davantage de campagnes de sensibilisation ainsi qu’une communication proactive dans les écoles à ce sujet. De plus, ils et elles estimaient que l’accessibilité aux bureaux de psychologues scolaires est limitée et proposaient de les déplacer dans des lieux plus discrets afin de garantir une meilleure confidentialité. Enfin, ils et elles ont évoqué le lien entre troubles psychiques et hygiène personnelle et ont insisté sur la nécessité de mieux sensibiliser les jeunes à ce propos, afin de réduire les stigmatisations.

2. Accès à l’alcool et aux cigarettes

Les participant.es ont exprimé une préoccupation concernant la facilité d’accès à l’alcool, aux cigarettes et à divers produits dérivés. Ils et elles relevaient que, malgré les lois interdisant la vente aux mineur.es, ces règles semblaient peu dissuasives et leur application inégale, ce qui les amenait à s’interroger sur l’efficacité des dispositifs actuels de prévention et de protection. Selon elles et eux, cette accessibilité peut encourager des comportements à risques et avoir des répercussions sur le bien-être de leur entourage. Les participant.es se demandaient notamment comment renforcer la sensibilisation autour de ces produits, comment mieux soutenir les jeunes face aux pressions liées à la consommation, et quels types d’actions pourraient être envisagés pour créer un environnement plus protecteur.

3. Conditions de mobilité en zone urbaine

Le groupe a discuté des risques que pouvaient présenter les déplacements en milieu urbain, en particulier pour les usagers de modes de transport légers et peu protégés comme les trottinettes électriques. Les participant.es ont souligné le manque d’infrastructures adaptées et de mesures de sécurité. Ils proposaient de rendre le port du casque obligatoire et de développer l’aménagement sécurisé, tel que des pistes cyclables dédiées.

4. Coût des soins de santé

Selon elles et eux, les coûts des soins de santé sont trop élevés, ce qui crée un frein à l’accès équitable aux soins. Ils et elles demandaient des mesures pour réduire ces coûts ou améliorer leur prise en charge et soulignaient également que cette situation pouvait accentuer les inégalités entre jeunes selon les moyens financiers de leurs familles.

5. Temps d’attente dans les hôpitaux

Les délais d’attente dans les hôpitaux étaient jugés trop longs, y compris pour des situations considérées comme urgentes. Les participant.es suggéraient d’augmenter le nombre de professionnel.les de santé, en particulier dans les services d’urgences et s’interrogeaient plus largement sur la capacité du système à répondre aux besoins de la population.

Discriminations : expériences, préoccupations et propositions

1. Racisme et homophobie

Les participant.es ont évoqué un manque d’éducation et de sensibilisation au sein des écoles concernant le racisme et l’homophobie. Ils et elles estimaient que ces thématiques restaient insuffisamment abordées dans les programmes, ce qui contribue à la persistance de discriminations au quotidien. Ils et elles ont suggéré la diffusion de vidéos explicatives, la mise en place de campagnes de sensibilisation dans les établissements scolaires. Certain.es ont également souligné la nécessité de renforcer les sanctions existantes et les peines de prison pour les actes graves, y compris lorsque commis par les forces de l’ordre.

2. Maltraitance policière

Les participant.es ont évoqué des cas de violences policières, en particulier visant des personnes étrangères. Le groupe estimait important de renforcer la formation des forces de l’ordre, notamment sur les questions de discrimination et de gestion non violente des interventions. Ils et elles appelaient aussi à réfléchir à des mécanismes de contrôle indépendants permettant d’assurer une véritable redevabilité des policiers et policières dans l’exercice de leurs fonctions.

3. Préjugés quotidiens

Le groupe souligne avoir remarqué que certaines personnes racisées, notamment les étrangers et étrangères, sont victimes de propos racistes dans des lieux publics ou à l’école. Ils proposaient de renforcer les initiatives de sensibilisation, d’encourager des espaces de dialogue et d’impliquer davantage les institutions éducatives et communautaires dans la promotion de l’inclusion.

Sources

[1] Office cantonal de la statistique (OCSTAT) Genève. (Avril 2023). [Troubles psychiques parmi les jeunes en 2020 et 2021 dans le canton de Genève.](#)

[2] Hôpitaux universitaires Genève (HUG) (2024). [A Genève, un jeune sur sept touché par des idées suicidaires.](#)

[3] Observatoire Suisse de la santé (OBSAN) (2024). [Rapport de base sur la santé pour le canton de Genève.](#)

[4] Fakhoury J. Burton-Jeangros C., Consoli L., Duvoisin A. & Jackson Y. (2022). [Association Between Residence Status Regularization and Access to Healthcare for Undocumented Migrants in Switzerland: A Panel Study](#)

[5] TdG. (2022) [Vaste pénurie de personnel hospitalier d'ici à 2040.](#)

[6] Département de l’instruction publique (DIP) (2022). [Diversité, discrimination et violence : quel vécu dans les écoles genevoises?](#)

[7] Réseau de centres de conseil pour les victimes du racisme. (2024). [Incidents racistes recensés par les centres de conseil](#)

[8] Service de lutte contre le racisme SLR (2024). [Qui est victime de discrimination ?](#)

À PROPOS DE DEM’UP

Dem’up est une association créée en 2023. L’organisation a pour missions de promouvoir la participation civique au niveau local, d’aider à la formation de l’opinion publique sur des questions politiques locales ou structurelles ainsi que de lutter contre la désinformation. Nous souhaitons faciliter la compréhension et la participation politique en encourageant le dialogue au sein de la population genevoise et entre des groupes sociaux qui n’ont pas ou peu l’opportunité de se rencontrer.